

Débat national

Relevé de conclusions de l'atelier participatif de Monterblanc - 11 février 2019

18 personnes présentes

1. Démocratie, citoyenneté - organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Les débats ont permis d'aborder ces 2 thèmes en même temps.

Deux personnages clés : le maire et le député

- Souhait de renforcer le rôle du maire et l'ancrage de la commune ; la mairie doit être un pôle d'appui ;
- Ancrage local du député à consolider ; il doit plus rencontrer les citoyens et faire remonter à l'Assemblée nationale les remarques, besoins, demandes qui émergent au niveau local ;
- Un slogan : « il faut un départ du bas » ;

Trop d'échelons d'administration territoriale

- Organisation territoriale peu lisible : trop d'échelons ; critique du « millefeuille administratif » : « on ne sait plus à qui s'adresser » ;
- La fusion de communes est à renforcer, surtout pour les plus petites ;
- Plus de libertés pour les collectivités territoriales ; expérimentation à renforcer ;
- Les plus petites communes sont insuffisamment représentées au sein des intercommunalités ;

Une critique des « carriéristes » de la politique

- Situation peu propice au renouvellement des idées ;
- Volonté de limiter à deux le nombre de mandats ;

Critique de la démocratie représentative

- La discipline de vote au sein d'un groupe vue comme un frein au débat et à l'émergence d'autres idées ;
- Les périodes de cohabitation ont permis plus de concertation et une limitation des pouvoirs du président de la République ;
- Les partis politiques représentent insuffisamment la société ;
- Pourquoi le vote blanc n'est-il pas pris en compte ?
- Trop d'élus à l'échelle du pays, insuffisamment à l'écoute ;
- Avis divergents concernant le Sénat : quelle utilité pour les uns ? sénateurs insuffisamment écoutés pour les autres (dernier mot à l'Assemblée nationale) ;
- Critique du découpage de la 3^{ème} circonscription législative du Morbihan ;

Le RIC, un outil intéressant, des règles à clarifier

- Outil intéressant pour dynamiser notre démocratie, s'approprier les questions posées ;

- Règles à clarifier : seuil de déclenchement, modalités d'adoption...
- Une mise en garde : les référendums sur le traité constitutionnel et sur le projet de Notre Dame des Landes n'ont pas été suivis d'effets ;

2. Transition écologique

- Encourager les particuliers à produire de l'énergie ;
- Comment tirer profit du phénomène des marées ;
- Ferroutage à renforcer ;
- Politique à envisager à l'échelon mondial – ne pas culpabiliser les français ;
- Inquiétudes concernant la déforestation, par exemple au Brésil ;
- Pourquoi le moteur à hydrogène n'est-il pas plus développé ;
- La question de la gestion des batteries usagées est soulevée ;
- Volonté de valoriser la proximité, de respecter les saisons dans sa consommation, de privilégier les circuits courts ;
- Développer la récupération des eaux de pluies ;

3. Impôts, fiscalité

- Le travail est insuffisamment valorisé et rémunéré, notamment le travail manuel ;
- Difficulté accrue pour les salariés à temps partiel ;
- Les PME apparaissent trop taxées par rapport aux grands groupes ;
- L'apprentissage est à revoir et à améliorer ;
- Dépenses publiques importantes pour rémunérer le nombre considéré trop élevé de parlementaires et d'attachés parlementaires ;
- Avantages des parlementaires, des anciens présidents de la République à revoir ;
- Demande de plus de transparence concernant les rémunérations des élus (beaucoup de fausses informations sur Internet).